

# Petite histoire de *peuple* IV

Gérard Bras

## La question du « populisme »

Le spectre du populisme hante-t-il le monde ? Le détournement de la formule de Marx est devenu banalité. Il serait plus juste de dire, avec Balibar, que le « populisme » hante la politique contemporaine<sup>1</sup>. Le mot certainement. Quant à la réalité, c'est une autre histoire.

Cela pourrait débiter par un inventaire à la Prévert, signe de l'usage inflationniste du mot, proportionnel à son usage. Des populismes, il en serait de toutes espèces, judiciaire, industriel, climatique, précautionniste, culturel, vert, sanitaire etc. Quant aux figures « populistes » elles tendent à toutes se regrouper sous le manteau d'Arlequin. Avant d'être un « style » politique, « populisme » est un mot commode pour désigner l'adversaire à abattre dans une polémique, ou pour se donner les allures de l'audace, comme Macron qui se déclare tel<sup>2</sup>. Cette vague prend naissance dans une fabrique de discours qui vise à donner ses lettres de noblesse académique à sa diffusion médiatique, ce que le sociologue Federico Tarragoni nomme d'un joli mot, forgé par lui il y a quelques années<sup>3</sup>, la *populologie*. L'étrangeté est à son comble quand l'un des fondateurs de cette « science », Pierre-André Taguieff, avoue : « en guise de conceptualisation nous ne rencontrons qu'un immense flou notionnel et une valse sans fin d'étiquettes péjoratives largement interchangeables »<sup>4</sup>. Comme si la non-construction conceptuelle devenait une vertu scientifique.

D'autres vont dans le même sens :

Le populisme parcourt le monde en semant « trouble » et « émoi » au sein des sociétés politiques contemporaines. C'est un phénomène dont le *suremploi polysémique* permet toutes les combinaisons possibles : il y aurait ainsi un populisme de gauche ou de droite, démocratique ou réactionnaire, solidariste ou xénophobe, communautaire ou républicain ? *C'est un mot, donc, qui décourage toutes les typologies et toutes les tentatives de définitions*. Bref, c'est un terme facile à amalgamer et à appliquer à n'importe quelle situation ou à n'importe quel homme politique de caractère.<sup>5</sup>

Il nous faut distinguer quatre significations du mot « populisme » : 1) médiatique, celle qui est évoquée ci-dessus et sur laquelle il n'y a rien d'autre à dire ; 2) celle des sciences politiques contemporaine, de la populologie ; 3) celle que l'on trouve dans l'histoire, qui se forme au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup>, de la Russie à l'Amérique latine, en passant par les États-Unis ; 4) sans doute cela ne suffit-il pas : il faut enquêter aussi sur un usage rigoureux possible dans la politique contemporaine en lisant sérieusement le philosophe Ernesto Laclau.

---

<sup>1</sup> Voir F. Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme* La Découverte, Paris 2019, p. 152 qui donne l'origine de cette paraphrase chez Ghita Ionescu et Ernst Gellner, *Populism. Its meaning and national characteristics*, Weidenfeld & Nicholson, 1969, p. 4. E. Balibar, Préface à G. Bras, *Les voies du peuple*, Éditions Amsterdam, 2018, p. 13-14.

<sup>2</sup> Au congrès des maires de France, le 21 novembre 2018.

<sup>3</sup> Voir « La science du populisme au crible de la critique sociologique : archéologie d'un mépris savant du peuple », *Actuel Marx* n° 54, 2<sup>e</sup> semestre 2013.

<sup>4</sup> *L'illusion populiste*, Berg International, 2002.

<sup>5</sup> Alexandre Dorna, *Le populisme : un concept sans théorie*, cité par Marie-Anne Paveau, *Populisme. Itinéraire discursif d'un mot voyageur*, Critique, janvier-février 2012, n° 776-777.

## I- La populologie.

Selon F. Tarragoni la populologie décrit le populisme sous quatre traits : 1) il serait un style discursif qui peut être dangereux pour la démocratie, une démagogie ; 2) il serait trans-idéologique (de droite et de gauche) ou post-idéologique (ni de droite, ni de gauche) ; 3) il envelopperait une logique autoritaire qui repose sur la fascination du peuple pour le chef charismatique ; 4) il serait donc une pathologie de la démocratie. Le dernier trait commande en réalité les trois autres : sous les apparences d'un concept descriptif, la populologie élabore une catégorie normative, un jugement de valeur négative. Mais il faut bien maintenir les apparences pour conserver l'allure de la pensée scientifique. L'histoire de la diffusion du mot<sup>6</sup> l'avait déjà révélé, vite recouverte par ses usages massifs. Chacun de ces aspects doit être critiqué.

- 1) La confusion entre « populisme » et « démagogie » repose sur l'idée d'un peuple ignorant, incapable de discerner les mensonges flatteurs de celui qui prétend le guider. Elle a pour effet d'invalider tous les appels au peuple, sans considération des projets politiques qu'ils expriment et des modes sous lesquels ils se font : quoi de commun entre l'acclamation schmittienne et les pratiques de contrôle démocratique des sections durant la Révolution ? Elle recouvre d'un voile de bienséance la pratique qui consiste, comme en 2005, à ne pas prendre en compte une consultation populaire pourtant institutionnelle. La démagogie a une histoire qui remonte à la Grèce ancienne, qui ne se confond pas avec le populisme. Ce qui ne signifie pas qu'ils soient contradictoires. Une bonne part des propositions de dirigeants qualifiés de « populistes » pourraient ou devraient être requalifiées comme « démagogiques », ce qui aurait au moins le mérite d'ouvrir le débat sur leur possible ou impossible mise en œuvre. En renonçant à ce mot on escamote la délibération politique, en même temps que l'on entretient la confusion sur les différents modes de « l'appel au peuple » : sollicitation de l'assentiment de la foule *vs* constitution d'un peuple en acteur politique conscient des fins qu'il vise et des institutions qu'il se donne<sup>7</sup>. Sans interroger ce que « peuple » veut dire, la populologie nous vend, en contrebande, le « peuple » du Hegel de la *Philosophie du droit* : « Le mot peuple, dans la mesure où on désigne par lui une partie particulière des membres d'un État, exprime la partie qui ne sait pas ce qu'elle veut. »<sup>8</sup> Si l'on ajoute qu'elle se forme en opposition méfiante à l'encontre des gouvernants, on n'est pas loin d'assimiler « peuple » et « populace (*Pöbel*) ». Mais ce mot serait ouvertement insultant... **« Populisme » est le nom d'une insulte décente.** Du coup, c'est le travail conceptuel pour distinguer populisme et fascisme qui passe à la trappe. Celui-ci est pensé comme appel et constitution d'un peuple par l'imaginaire de l'identité ethno-nationale, identité menacée de l'extérieur par les ennemis qui menacent d'invasion et de l'intérieur par ceux qui sont donnés comme mettant en cause la pureté originaire du peuple (voir le cours consacré à C. Schmitt).
- 2) Ramené à une simple manière de pratiquer la politique, le « populisme » serait trans ou post-idéologique. C'est pourquoi un tel « concept » expliquerait le passage d'électeurs de la gauche « radicale » à l'extrême droite. Un tel glissement, qui se donne l'air d'une

---

<sup>6</sup> Voir Annie Collovald, *Le « populisme du FN », un dangereux contresens*, Éditions du Croquant, 2004.

<sup>7</sup> Voir p. 74-75 et E. Balibar, « Ce qui fait qu'un peuple est un peuple » in *La crainte des masses*, Galilée 2006.

<sup>8</sup> *Principes de la philosophie du droit*, traduit et présenté par J.F. Kervégan, §301, p. 502, PUF 1998.

évidence médiatique, est on ne peut plus contestable si l'on suit les études statistiques<sup>9</sup>. Mais surtout, l'usage du mot « populisme » pour en rendre compte a la puissance du diagnostic d'un médecin de Molière : s'il y a glissement de la gauche vers la droite c'est parce que le populisme est trans-idéologique ; mais c'est parce que le populisme est trans-idéologique que l'on explique le glissement électoral. En logique cela s'appelle un cercle. « C'est pour cela que votre fille est muette ! » Qui convaincra que le flou d'un tel « concept » est nécessaire à la compréhension de l'actualité ? C'est en réalité la notion qui est calquée sur la réalité empirique supposée. Du coup, ce qui est escamoté c'est l'enquête sur les causes de la flambée de nationalismes, de leur retour sans doute, — mais « retour » suggère une permanence transhistorique pour le moins contestable —, à l'époque de la globalisation néo-libérale et de l'effondrement du communisme d'État<sup>10</sup>. Comme le reconnaît Taguieff, « le “populisme” comme rhétorique et style politique nous a caché le nationalisme, qu'on croyait mort ou agonisant »<sup>11</sup>. Aveu dont il faut tirer les leçons en s'attelant au travail.

- 3) Le « populisme » serait aussi un mélange de démocratie et d'autoritarisme, la tentation de la démocratie vers l'exercice autoritaire du pouvoir parce que si le peuple aime bien, de temps à autre la liberté d'agir à sa guise, il se lasse du désordre et finit toujours par se vouer corps et âmes au premier tyran venu. La thèse n'est pas tout à fait nouvelle : elle court dans toute la philosophie politique depuis Platon et procède de ce que Francis Dupuis-Déri a nommé l'agoraphobie<sup>12</sup>. Là encore, Tarragoni fait apparaître le cercle qui tient lieu de démonstration : c'est la fascination pour le chef qui rend compte du succès du populisme ; mais c'est le populisme qui explique la fascination pour le chef, « l'idée que le peuple aime *naturellement* l'autorité »<sup>13</sup>. Présenté comme tel, cet amour n'a plus besoin d'explication, c'est-à-dire d'enquête historique. Tarragoni lui préfère un autre concept, celui de « césarisme » (englobant le « bonapartisme ») plus précis, définissant « les régimes autoritaires aux apparences démocratiques »<sup>14</sup>. Derrière cette querelle l'enjeu porte sur la nature de la démocratie (il vaudrait mieux dire « république démocratique » pour signifier la réunion, au cours du XIX<sup>e</sup>, de deux concepts considérés jusque-là comme antithétiques), question que la populologie s'arqueboute à ne pas poser, comme si l'identité entre démocratie et régime représentatif allait de soi. Philosophiquement, il s'agit d'interroger l'articulation entre trois principes de la république démocratique : la représentation, la participation et le droit de manifester son opposition au pouvoir légitime. Cela conduit à faire de la démocratie moderne non un régime établi, mais un processus traversé de deux courants contradictoires, celui des multiples formes de dé-démocratisation et celui de la lutte pour instituer des formes de contrôle et de participation populaire qui confère un pouvoir accru au « peuple ».
- 4) Enfin, quatrième trait, le populisme serait une menace, ou une chance (dans la version Chantal Mouffe) pour la démocratie. Il est qualifié de « pathologie » ou de « menace » pour la démocratie :

On peut dire en première approximation de lui [le populisme] ce que Marx disait : il est à la fois le symptôme d'une détresse réelle et l'expression d'une illusion. Il naît sur un terrain de crise. Il ne fait qu'exprimer un mal intrinsèque. [...]

<sup>9</sup> Voir p. 85 et *sq.*

<sup>10</sup> Voir E. Balibar, « Europe : l'impuissance des Nations et la question “populiste” », *Actuel Marx op. cit.*

<sup>11</sup> P. A. Taguieff, *op. cit.* p. 87.

<sup>12</sup> F. Dupuis-Déri, *La peur du peuple, agoraphilie et agoraphobie politiques*, Montréal, Lux 2016. Voir aussi J. Rancière, *La haine de la démocratie*, La Fabrique, 2005.

<sup>13</sup> Tarragoni, p. 112.

<sup>14</sup> *Id.*, p. 107.

Si nous voulons mieux comprendre la démocratie, il nous faut donc aussi mieux saisir ce qu'est le populisme. Car l'intelligence de la démocratie est inséparable d'une intelligence de ses perversions<sup>15</sup>.

Quelle perversion ? Selon Rosanvallon, elle tient à la nature même de la démocratie représentative c'est-à-dire à l'égalité de chacun dans l'exercice du suffrage universel qui constitue un peuple « sériel », c'est-à-dire, le concept vient de Sartre, un groupe dans lequel les individus sont indifférenciés, chaque voix étant équivalente à une autre, donc un groupe sans âme, sans unité interne, organique :

Dans la démocratie, le peuple n'a pas de forme : il perd toute densité corporelle et devient positivement *nombre*, c'est-à-dire force composée d'égaux, d'individualités purement équivalentes sous le règne de la loi. C'est ce qu'exprime à sa façon radicale le suffrage universel : il marque l'avènement d'un ordre sériel. [...] Ni le peuple ni la nation n'ont dorénavant de chair sensible. [...] Le nombre ce n'est pas seulement la foule, puissance anonyme et incontrôlable, avec le cortège de fantasmes que fait naître sa seule évocation chez les gouvernants ou les possédants. Le nombre emporte aussi l'idée de ce que l'on ne peut plus nommer ou décrire, de ce qui est sans forme, littéralement irréprésentable, de ce qui menace au plus profond l'identité. La sérialisation est à la fois condition de l'égalité et problème pour l'identité<sup>16</sup>.

Mais cette analyse explique plutôt le retour d'un ethno-nationalisme que du « populisme » sauf, encore une fois à entretenir la confusion entre les deux pour donner à croire le peuple, au sens politique du terme, est toujours hanté par le désir d'être un peuple ethnique. Toujours revenir sur les confusions et les sophismes que les ambiguïtés du mot « peuple » rendent possibles.

Nous pouvons conclure cette première partie de l'enquête avec Jacques Rancière : « populisme » est un mot de la langue politique qui sert à former un certain peuple contre un autre :

Car « le peuple » n'existe pas. Ce qui existe ce sont des figures diverses —, voire antagoniques du peuple, des figures construites en privilégiant certains modes de rassemblement, certains traits distinctifs, certaines capacités ou incapacités : peuple ethnique défini par la communauté de la terre ou du sang ; peuple-troupeau veillé par les bons pasteurs ; peuple démocratique mettant en œuvre la compétence de ceux qui n'ont aucune compétence particulière ; peuple ignorant que les oligarques tiennent à distance, etc. La notion de populisme construit, elle, un peuple caractérisé par l'alliage redoutable d'une capacité — la puissance brute du grand nombre — et d'une incapacité — l'ignorance attribuée à ce même grand nombre<sup>17</sup>.

Au fond, le mot « populisme », celui dont use les médias et les politistes, nous en apprend plus sur celui qui l'emploie que sur ce dont il pense pouvoir parler :

Sous ce terme [“populisme”] on veut ranger toutes les formes de sécession par rapport au consensus dominant, qu'elles relèvent de l'affirmation démocratique ou des fanatismes raciaux ou religieux<sup>18</sup>.

**1<sup>ère</sup> Conclusion :** il faut se méfier de tous ces usages communs du mot « populisme » pris, la plupart du temps, comme synonyme de « démagogue nationaliste ». Peu importe les intentions

---

<sup>15</sup> P. Rosanvallon, *Penser le populisme*, op. cit., p. 31-32.

<sup>16</sup> Pierre Rosanvallon, *Le peuple introuvable*, Gallimard, Paris 1998, p. 14-15.

<sup>17</sup> Jacques Rancière, *L'introuvable populisme*, in *Qu'est-ce qu'un peuple ?* La fabrique (Paris 2013), p. 139.

<sup>18</sup> Jacques Rancière *La haine de la démocratie*, La fabrique éditions, Paris 2005, p. 88.

de ceux qui en usent : l'abus a pour effet de suggérer que le peuple est par nature xénophobe, raciste et désireux de se faire gouverner par un autocrate autoritaire. Il nous faudra revenir sur ce désir ou amour du chef. Mais on ne peut en faire un caractère du peuple comme tel, parce que **le peuple en soi n'existe pas**. Il y a des manières d'être peuple qui sont historiquement déterminées. Ce sont ces manières qu'il faut analyser, ce que j'appelle pour ma part les *voies du peuple*.

Au fond, le thème que la populologie véhicule dans l'usage inflationniste qu'elle fait du mot populisme est double : 1°) entretenir la confusion entre *peuple* et *populace* ou *foule*, c'est-à-dire entretenir une méfiance à l'endroit du peuple comme sujet politique ; 2) soutenir que le peuple est le meilleur ennemi de la démocratie<sup>19</sup>. Il s'ensuit que le peuple ne peut être considéré que comme objet de la politique, objet du « bon gouvernement » et que celui-ci, dans sa « haute compétence » doit savoir faire preuve d'autorité : la démocratie nous ferait courir le risque de l'inefficacité dans la prise de décision et de la soumission à la démagogie. La « bonne gouvernance » devrait donc « limiter la démocratie ». Cette idée converge avec celle des tenants d'un libéralisme autoritaire, à l'instar de Frederich von Hayek.

Ce sont les raisons qui me déterminent à **ne pas faire usage de ce mot au moins dans des interventions publiques à caractère politique : il ne peut qu'entretenir la confusion**. Singulièrement la confusion entre la droite lepéniste et la gauche de gauche dont les orientations politiques sont contradictoires.

À supposer que le populisme se caractérise par une conception agonistique de la politique (c'est aussi le cas du marxisme qui n'est pas un populisme puisqu'il pense la politique en termes de classes et non de peuple) où s'opposent un « nous » (le peuple d'en bas) et un « eux » (les gouvernants en haut), la simple façon de délimiter le « eux » et le « nous » ne peut suffire à mélanger sous une même étiquette les deux orientations politiques évoquées.

Pour la première, le « nous », le peuple, se définit par « l'amour de la nation » (Marine Le Pen<sup>20</sup>), cette nation étant elle-même conçue comme entité transhistorique réunissant une communauté de croyances, de langue et de culture. Du coup, « eux » sont les « mondialistes » ou les « européistes » qui cèdent sur la souveraineté, donc ouvre les frontières du pays et, par conséquent contribuent à la destruction du peuple en portant atteinte à son âme.

Pour la seconde le « nous », le peuple, se définit comme l'ensemble de ceux qui ne peuvent vivre sans faire usage des réseaux sociaux (gaz, électricité, eau, transports, téléphone, routes, sécurité sociale, assurances chômage, etc.) (J.-L. Mélenchon<sup>21</sup>). « Eux » étant alors les « riches » qui ont les moyens pour faire sécession, en usant de réseaux privés : la santé à double vitesse étant l'exemple le meilleur, ici.

Dans un cas on entretient donc la confusion entre « peuple politique » (le *populus*) et « peuple ethnoculturel ». Le peuple politique serait donc fondé sur une communauté ethnoculturelle, sur une histoire millénaire commune, histoire de l'occupation d'un territoire et de son appropriation imaginée comme étant continue depuis une « souche » originaire, celle de « nos ancêtres les

---

<sup>19</sup> Voir sur ce point de vue le livre de Yacha Mounk, *Le peuple contre la démocratie*, L'observatoire, Paris 2019.

<sup>20</sup> Interview sur France 2 le 30 avril 2017 : [https://www.francetvinfo.fr/politique/marine-le-pen/video-je-me-sens-du-peuple-regardez-l-integralite-de-l-interview-de-marine-le-pen-sur-france-2\\_2169438.html](https://www.francetvinfo.fr/politique/marine-le-pen/video-je-me-sens-du-peuple-regardez-l-integralite-de-l-interview-de-marine-le-pen-sur-france-2_2169438.html)

<sup>21</sup> Entretien sur « Arrêt sur images » le 24 octobre 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=GQBRhw58dMs>

Gaulois », dans l'ignorance de la complexité des migrations qui ont composé la population. La politique aurait alors à préserver « l'identité nationale » de toute impureté (voir ce thème chez Carl Schmitt dans le cours sur les deux nationalismes).

Dans l'autre l'ambiguïté entretenue est celle du « peuple politique » et du « peuple social » (la *plebs* des latins, le *popolo minuto* de Machiavel) : ceux qui sont comptés pour rien doivent être au centre de l'agir politique parce que là se pose la question de la justice de la règle de partage social.

Conserver ou transformer. L'alternative interdit de concevoir ces deux politiques sous un même terme. Pour la première je parlerais volontiers d'ethno-nationalisme ; pour la seconde, il s'agit d'une forme de socialisme.

## II- Le populisme historique

Je m'appuierai ici principalement sur le livre de F. Tarragoni déjà cité.

Historiquement il dégage trois moments de l'histoire de ce mot : celui de la première apparition du terme avec le *narodnischto* du XIX<sup>e</sup> russe, jusqu'au magistral travail de Venturi<sup>22</sup> qui l'intègre au mouvement socialiste européen ; celui inaugurée par le sociologue américain Edward Shils, en 1956, jusqu'à la populologie contemporaine, qui en fait un danger imminent pour la démocratie, dont le maccarthysme serait l'expression : les classes populaires frustrées y manifesteraient leur ressentiment ; enfin, celui de la sociologie fonctionnaliste qui, à la fin des années 50 relie à l'aune des analyses précédentes toute l'histoire du populisme pour y voir un radicalisme de droite. Devant ces retournements, il faut d'abord faire de l'histoire pour comprendre les orientations et la nature de ces mouvements politiques qui se sont eux-mêmes nommés « populistes » (à la différence de la populologie qui désigne en extériorité des mouvements politiques comme étant « populistes » pour les dévaluer).

L'enquête historique a pour objet d'abord de déterminer le domaine d'expérience où l'usage du terme est valide, ce qui permettra de définir le champ où les comparaisons seront pertinentes. La thèse de Tarragoni : « populisme » intervient toujours dans une situation de crise<sup>23</sup>. Point décisif : il faut s'efforcer de penser la spécificité des crises où il apparaît, en les considérant en elles-mêmes et non leurs conséquences qui ne sont pas incluses nécessairement dans son moment initial propre. D'où la proposition : « Le populisme ne désigne pas des mouvements politiques *sui generis*, mais des configurations de crise au cours desquelles l'ordre institutionnel est critiqué au nom d'une radicalité démocratique, et les champs politiques se recomposent, souvent pour une période limitée<sup>24</sup>. » C'est ce concept qui permet de comparer les *narodniki* russes, le *People's party* états-uniens et les populismes latino-américain : à chaque fois il s'agit de moments où la démocratie reste à fonder pour les uns, ou bien où elle est jugée tragiquement incomplète pour les autres. Il s'ensuit que l'on ne peut pas compter le boulangisme parmi les moments populistes mais comme un proto fascisme<sup>25</sup> : il ne suffit pas d'identifier populisme et crise de la démocratie, il faut aussi prendre en compte son orientation idéologique. Le fascisme aussi survient en situation de crise de la démocratie. Mais, si l'on suit la caractérisation qu'en donne Enzo Traverso<sup>26</sup> il repose sur le primat de la Nation et de l'État et se caractérise par quatre traits : une révolution nationaliste conservatrice qui veut restaurer la grandeur perdue de

---

<sup>22</sup> Franco Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution. Histoire du populisme russe au XIXe siècle* (1952), traduction française, Gallimard, 1972.

<sup>23</sup> p. 158-161.

<sup>24</sup> p. 162-163.

<sup>25</sup> p. 196-209.

<sup>26</sup> *Le totalitarisme. Le XXe siècle en débat*, Le Seuil 2001, p. 21-23.

la Nation ; un État total (la notion vient de Mussolini) qui englobe la société civile en l'organisant par corporations ; le primat affichée de la Nation conçus comme communauté transhistorique identique à elle-même dans son essence à travers le temps, et comprise selon un modèle organiciste, un tout complexe hiérarchisé, donc inégalitaire dirigé par un chef qui en est le guide ; enfin, un régime de parti unique qui reflète le caractère Un de la Nation, le pluripartisme, comme le parlementarisme, relevant pour eux de la logique bourgeoise où la politique est fondée sur la multiplicité des intérêts divergents. Le populisme historique serait au contraire une critique démocratique de la démocratie en crise. La conséquence est *un problème auquel il faut travailler* : « quel type de critique démocratique le populisme développe-t-il dans les contextes de crise dans lesquels il apparaît »<sup>27</sup> ?

La place manque pour entrer dans la précision des analyses historiennes.

### **Brève histoire du mot.**

Le mot apparaît en russe en 1870 : *Narodnichestvo*, de *Narod*, que l'on traduit, selon le contexte par *peuple* ou *nation*. Le terme sera traduit par « les amis du peuple », mouvement politique avec lequel les marxistes, Lénine en particulier, entretiennent un dialogue polémique. En 1891, il entre dans le vocabulaire anglais pour désigner les partisans du People's Party fondé en 1877. Il apparaît dans le Larousse en 1907 comme traduction du mot russe. En 1929 Léon Lemonnier fonde un prix littéraire, « le prix populiste », dont le premier lauréat sera Eugène Labit (le prix existe toujours, mais a pris, en 2012, le nom de son premier lauréat). Il récompense un roman qui « préfère les gens du peuple comme personnages et les milieux populaires comme décors à condition qu'il s'en dégage une authentique humanité. » Louis Guilloux (*Le pain des rêves*, 1942) ou Jean-Paul Sartre (*Le mur*, 1932) figurent parmi les lauréats.

### **Les mouvements populistes historiques<sup>28</sup>.**

Le *Narodnichestvo* russe est un mouvement d'intellectuels, dont le premier moment date de 1848, fondé par Herzen (qui correspond avec Michelet) et Chernyshevsky pour « aller au peuple » et mettre leur culture au service de ceux qui disposent de la puissance d'agir et travaillent aux fondations de la société, les paysans, mouvement qui s'articule avec le « printemps des peuples » européen de 1848-49. Une deuxième vague survient après l'abolition du servage par le tsar Alexandre II en 1861. La symbiose avec les paysans n'a pas lieu, ceux-ci restant attachés au tsar. Ils subissent la répression tsariste.

Entre 1877 et 1896, aux États-Unis, le *People's Party* (créé en 1892) précédé d'un vaste mouvement de coopératives agricoles se développe sur fond de crise économique (transformation financière du capitalisme, concurrence entre agricultures traditionnelle et industrielle), revendiquant pour la première fois un impôt progressif et se joignant aux syndicats pour revendiquer la journée de huit heures. Ils luttent contre trois injustices principales :

Tout d'abord ils « mettent en avant un programme ambitieux. Ils demandent d'abord de réformer le système bancaire, en proposant notamment la création d'un réseau de banques postales afin de garantir les économies de chacun (il n'est pas rare alors que les banques fassent faillite et que les avoirs des particuliers soient perdus). Ce sont ensuite une série de transformations de la monnaie qui sont envisagées. Sur ce second plan, les populistes sont parmi les premiers aux États-Unis à demander l'abandon du standard-or, à un moment où une telle politique semble farfelue aux yeux de la plupart des responsables politiques et économiques. Certains populistes, minoritaires mais particulièrement présents dans les États de l'Ouest, là où se trouvaient les mines d'argent, se font quant à eux les avocats du « bimétallisme », à

---

<sup>27</sup> p. 163.

<sup>28</sup> Il faut remarquer que ces mouvements sont les seuls qui se sont eux-mêmes nommés populistes, ce qui leur confère un certain privilège dans l'analyse historique.

savoir le retour de la monnaie d'argent. Les autres sont des *Greenbacks*, qui souhaitent simplement délier la valeur des billets de tout étalon fixe.

La seconde injustice concerne les monopoles, ce que l'on appelle les *trusts* aux États-Unis. Ils sont accusés, d'entente avec les grandes compagnies de chemins de fer, de pratiquer des tarifs prohibitifs à l'encontre des fermiers. C'est la raison pour laquelle les populistes demandent la nationalisation des chemins de fer, ainsi que celle du télégraphe, du téléphone et de la poste. Apparaît ainsi l'une des premières formulations de ce qu'un véritable *service public* des transports et des communications devrait être dans une grande démocratie comme les États-Unis.

Troisième injustice : celle du système politique américain, et en particulier la prééminence des deux grands partis politiques (Démocrates et Républicains, qui se partagent le pouvoir depuis la Guerre de Sécession). Les populistes avancent plusieurs propositions pour limiter leur pouvoir, notamment l'usage du référendum d'initiative populaire pour attaquer les lois votées par les parlements, la contestation du vote à main levée lors des élections locales, la limitation des mandats du Président et du Vice-président et l'élection du Sénat au scrutin direct en lieu et place de l'élection indirecte qui prévalait alors<sup>29</sup>.

Critiqué comme utopiste, le programme du *People's Party* va innover la gauche progressiste américaine et influencer notamment le Parti Démocrate à l'époque du *New Deal*, malgré la défaite subie en 1896 où il s'allie au démocrate W. Bryan. Mouvement interclassiste, d'abord paysan, il ne met pas en cause la propriété privée, mais revendique l'idéal de Lincoln d'une « république de producteurs ».

Enfin, l'Amérique latine. Je ne peux que renvoyer au travail de F. Tarragoni, le Venezuela chaviste étant son terrain d'enquête.

Voir comme synthèse : « Du populisme « par le haut » au populisme « par le bas ». Les apports d'une enquête de terrain à la redéfinition d'un concept flou »<sup>30</sup>

### Un idéal-type.

De cette enquête historique Tarragoni tire deux traits caractéristiques : dans le moment de crise démocratique, le populisme apparaît comme « radicalité démocratique », « utopie d'une démocratie radicale à réaliser ici et maintenant »<sup>31</sup>, en faisant fond sur la paysannerie ; il s'ensuit un minimalisme idéologique qui se ramène à l'opposition du peuple et de l'élite. Ce qui se déduit de la nature de la classe d'objets au sein de laquelle le concept est pertinent : il caractérise en effet les soulèvements de crise, a stratégique par essence. Ce qui serait la marque d'une faiblesse ou d'une inconsistance pour un mouvement politique, *a fortiori* pour une organisation, relève d'un problème pratique à résoudre. Le minimalisme idéologique est l'autre versant du soulèvement populaire contre « l'ordre politique en place, en faisant éclater au grand jour son caractère scandaleux, injuste, incomplet du point de vue du peuple »<sup>32</sup>. Point décisif qui distingue populisme et nationalisme : celui-ci configure un peuple comme *ethnos* en opposition à des boucs émissaires qui en menacent la pureté, alors que celui-là relie la nation à la plèbe (au peuple social), soutenant qu'il n'y a pas de démocratie authentique sans réalisation de l'égalité et des libertés sociales. D'où son insistance sur les libertés positives ou liberté comme non-domination (par exemple celles qui se définissent par des droits à faire valoir, droit syndical, à l'éducation, au travail, etc.) et sa sous-estimation des libertés négatives ou liberté comme non-ingérence, celles qui garantissent qu'un autre ne viendra pas entraver mes désirs (ce qui peut amener à limiter le droit syndical au motif qu'il fait obstacle à la libre concurrence, mais aussi les libertés qui assurent le droit d'expression, etc.).

Il s'ensuit aussi une difficulté voire une impossibilité à s'institutionnaliser : s'il s'agit d'un moment de crise tendant à un approfondissement des pratiques démocratiques, l'institutionnalisation relève d'une stratégie et d'une orientation propres aux mouvements et

<sup>29</sup> Antoine Chollet, « Le populisme nord-américain » in *De l'injustice*, G. Bras (d°) Éditions du Pont 9, 2020.

<sup>30</sup> <https://journals.openedition.org/ideas/6780>

<sup>31</sup> Tarragoni, p. 210.

<sup>32</sup> *Id.* p. 212.



organisations politiques qui ne convient pas aux populismes historiques qui ont été d'abord des mouvements de mobilisation populaires mettant en cause les pratiques institutionnelles comme étant insuffisamment démocratiques, voire antidémocratiques. Dans mon propre vocabulaire, je dirai que le populisme historique relève de ce que j'appelle la voie plébéienne, de ce que Martin Breugh nomme les expériences plébéiennes, voie qui a à s'articuler avec la voie républicaine démocratique. Cette articulation ne s'est jamais effectuée : par l'échec des populismes russe et nord-américain.

Différemment pour les populismes latino-américains qui ont, tous, pour caractère de ne pas en être restés au moment destituant, mais se sont réalisés dans des politiques d'État. « Or un État qui prétend intégrer, reconnaître et faire participer le peuple a souvent tendance à unifier, de manière démocratique mais aussi verticale, une société dont le propre est d'être divisée. C'est pourquoi le populisme a toujours créé des États hypertrophiques. »<sup>33</sup> Conséquence : le mouvement populaire qui en était le ferment s'épuise et le « populisme par le bas » laisse place à un « populisme par le haut » réprimant les mouvements sociaux, et devient autoritaire (Argentine de Perón, Venezuela de Chavez et Maduro), voire fasciste comme le Brésil de Varga.

Peut-on tirer de l'histoire un usage rigoureux, objectif du mot « populisme » ? Il faut aussi intégrer les modifications de ses significations.

### III- Un concept contemporain (*La raison populiste* d'Ernesto Laclau).

Ernesto Laclau est un philosophe et politiste argentin (1935-2014) qui, après le coup d'État de 1955 a enseigné en Angleterre. Deux ouvrages majeurs : *Hégémonie et stratégie socialiste* (co-écrit avec Chantal Mouffe, 1985, trad° française 2004) et *La raison populiste* (Le Seuil, 2005). Reprenant l'analyse du péronisme (il fut proche de son aile gauche) en utilisant des concepts venus de la psychanalyse de Lacan et du marxisme de Gramsci, il élabore un concept positif de « populisme » en cherchant à le rendre disponible pour une stratégie politique d'émancipation. La dimension plus directement politique de sa pensée sera développée par Chantal Mouffe, notamment dans *L'illusion du consensus* (Albin Michel, 2016) et *Pour un populisme de gauche* (Albin Michel, 2018).

Comme le dit Étienne Balibar :

Je pense qu'Ernesto Laclau a raison d'exiger que le « populisme » en général ne soit pas stigmatisé, ou amalgamé avec le fascisme : non seulement parce que, sous ce nom typiquement « projectif », c'est en général la *participation des masses à la politique* qui fait l'objet d'un véritable interdit (nous sommes là en pleine « crainte des masses » anti-démocratique), mais parce qu'en un sens, force est de l'admettre, il n'y aura pas plus de « peuples » en politique sans un « populisme » qu'il ne peut y avoir de « nation » sans un « nationalisme », ou de « commun » sans un « communisme ». Et, chaque fois, c'est l'ambivalence que recouvrent ces noms de l'action collective — ou ces métonymies du « nous » idéologique — qui fait problème<sup>34</sup>.

Que nous apprend ce populisme quant au *peuple* ? Le postulat méthodologique de Laclau le fait pressentir : « *le populisme est la voie royale permettant de comprendre quelque chose à la constitution ontologique du politique comme tel* »<sup>35</sup>. L'analogie avec la formule freudienne (« le rêve est la voie royale d'accès à l'inconscient ») est une indication. Le populisme n'est pas conçu comme un courant politique, moins encore comme une idéologie, mais comme formation discursive : il est *constitutif* de la politique moderne, c'est-à-dire de la politique qui repose sur

<sup>33</sup> Tarragoni, p. 251.

<sup>34</sup> Étienne Balibar, « L'antinomie de la citoyenneté », in *La proposition de l'égaliberté*, P.U.F., p. 45-46.

<sup>35</sup> *La raison populiste*, p. 85. Je souligne.

le principe selon lequel le peuple est « auteur » de la Loi du fait de l'autorisation qu'il donne à son représentant. Il ne relève donc pas tant de *la politique*, que *du politique*. Pour lui, comme pour Chantal Mouffe, la distinction est capitale : il y a des pratiques politiques que l'on peut examiner dans le champ de l'expérience collective (la politique), qui s'analysent à travers leur *grammaire* propre ; mais on ne peut en rendre raison qu'à condition de mettre au jour les structures sous-jacentes qui déterminent ce champ lui-même, qui seul peut rendre raison de ce qu'elles sont, de leur être, parce qu'elle en expose la *logique* (le politique).

La thèse peut s'énoncer simplement : le politique est un champ agonistique, un champ déterminé par un conflit entre deux forces au moins, sans unification complète possible. La politique ne peut avoir réellement pour fin la réconciliation des forces en présence : le consensus ne peut être qu'une illusion désastreuse. Il s'ensuit que la politique est cette pratique collective qui vise d'abord à construire une force contre une autre, « nous » contre « eux », construction qui se laisse penser selon une logique discursive, c'est-à-dire selon ce principe qui rend compte d'une identité non pas par ses qualités intrinsèques, mais par différences (suivant le principe dégagé par Ferdinand de Saussure : « Dans la langue tout est différence »). Il s'agit pour eux de renoncer à l'idée d'une société réconciliée avec elle-même dans laquelle le « bon gouvernement » prendrait en charge l'intérêt commun et agirait pour le bien de tous. Le pluralisme n'est pas une concession faite aux opinions divergentes, une forme de tolérance : il est l'expression d'une nécessité inhérente aux relations sociales. D'accord avec Schmitt pour dire que le politique détermine une relation amis/ennemis, ils s'opposent à lui sur un point essentiel : une communauté politique ne saurait être homogène. « Peuple » devient au contraire le terme qui supporte une politique pluraliste parce que le *peuple* n'est rien d'autre que sa construction politique c'est-à-dire conflictuelle.

Deux types de relations sont possibles pour construire un tout comme le tout social : la *différence* et l'*équivalence* (ce serait vrai aussi pour la langue ou pour l'économie).

La *différence* rend raison d'un tout complexe au sein duquel chaque terme occupe une place singulière en rapport plus ou moins complémentaire avec les autres. Ainsi en est-il de la division technique du travail au sein de laquelle les corps de métier coopèrent en vue de la réalisation d'un produit utile socialement. On peut soutenir sans difficulté que les sociétés modernes sont de plus en plus complexes, que la différence en leur sein s'accroît, que la *population* y est de plus en plus variée. L'*équivalence*, au contraire, ne considère pas les différences entre les termes pour rendre substituables les uns avec les autres sans les identifier pour autant, donc aussi sans homogénéiser nécessairement l'ensemble. C'est le cas lorsque des marchandises sont échangées sur le marché : leur particularité n'est pas supprimée, mais mise entre parenthèses au profit de leur équivalence quantifiée. Il en va ainsi du *peuple* comme *populus* au sein duquel chaque citoyen compte pour *un* (on se souvient du mot d'ordre de l'A.N.C. sud-africaine : « un homme, une voix » ; c'est aussi l'opération par laquelle nous sommes passés d'une *société d'ordre*, à une *société d'individus*, en 1789), chaque terme étant mis en équivalence en regard d'un autre pour lequel les différences sont négligeables, en l'occurrence ici le tout du peuple, qui se donne comme le nom de la totalité dont nous avons déjà dit qu'elle est impossible. La relation d'équivalence repose donc sur une opération particulière : il faut le tracé de quelque chose comme une frontière qui partage tous ceux qui sont mis en équivalence de tout le reste. Ce peut être le fait de subir une oppression ou une domination de la part d'un pouvoir. C'est ainsi note Laclau, que le nom de *privilèges* a condensé tout ce que le tiers-état refusait parce que c'est ce qui le faisait n'être rien, alors qu'il se posait tout et revendiquait être quelque chose.

Une frontière d'exclusion divise la société en deux camps. Le «peuple», dans ce cas, est moins que la totalité des membres de la communauté : c'est un élément partiel qui aspire néanmoins à être conçu

comme la seule totalité légitime. [...] Nous avons [...] une *plebs* qui prétende être le seul *populus*, c'est-à-dire (...) une partie qui veu[t] jouer le rôle de la totalité de la communauté<sup>36</sup>.

Tel est le fondement du discours populiste selon Laclau, qui s'oppose au discours institutionnaliste qui tend, lui, à ne prendre en compte que les différences et « tente de faire coïncider les limites de la formation discursive avec celle de la société »<sup>37</sup>. En ce sens que « le "peuple" ne constitue pas une expression idéologique, mais *une relation réelle entre des acteurs sociaux*. Autrement dit c'est *une manière de constituer l'unité du groupe* »<sup>38</sup>. « Peuple » est donc le nom dans lequel une multitude se reconnaît comme étant *une*. Ce n'est donc pas parce qu'une multitude a en elle des causes ou des raisons de s'unir qu'elle forme un peuple, et que l'on peut la nommer *un peuple*, c'est parce qu'il est possible et nécessaire de la nommer « peuple » qu'elle est unifiée en *peuple*.

Ce point est décisif car il oppose le populisme de Laclau et Mouffe à celui de la populologie : pour elle le peuple est donné, d'abord institutionnellement, comme corps électoral, comme si celui-ci ne relevait pas d'une institution historiquement relative. Il peut être défait, transformé en foule, par le discours démagogique du chef « populiste ». Au fond toute la populologie repose sur un présupposé implicite qui s'oppose tant au populisme qu'au marxisme : la société est un tout unifié et le conflit social ou politique est signe de pathologie. Donc, pour elle, la thèse de la lutte des classes comme celle du populisme interclassiste sont des expressions d'une pathologie de la démocratie.

Comment alors peut se former un peuple ? Il faut deux conditions. La première est l'opposition, la différence entre ce qui est « peuple » et ce qui n'en est pas, « nous » et « eux » : on comprend que la construction sera différente suivant que « eux » sera les étrangers, les riches, les aristocrates, les bourgeois, etc.). Mais la seconde suppose la mise en équivalence de toutes les différences au sein du « peuple ». Cela suppose que « peuple » ne soit pas un mot renvoyant à une réalité objective déterminée, que ce ne soit pas un signifiant ayant un signifié précis, mais au contraire que ce soit un « signifiant vide » (le concept vient de Lacan), vidé de toutes particularités et donc susceptible d'être empli de façon différente selon les conjonctures historiques, c'est-à-dire aussi les conflits qui le déterminent.

Ce qui est déterminant c'est ce que Laclau appelle « demandes (*claims*) sociales ». Pour éclairer le concept, Laclau donne un exemple, ou plutôt un paradigme : soit une masse de migrants, dans un pays du tiers-monde, installée à la périphérie d'une grande ville industrielle en développement. Il est choisi, bien sûr, afin de se décaler de la théorie de la lutte des classes, trop étroite selon lui pour rendre compte des formations populistes dans les pays du tiers-monde. Des demandes concernant le logement apparaissent et sont formulées à l'endroit des autorités municipales, d'abord sous la forme d'une simple *pétition*. Si la demande est satisfaite, les choses en restent là. Sinon, les gens peuvent s'apercevoir qu'il y a aussi d'autres demandes, concernant par exemple les transports, la scolarisation des enfants, la santé, etc., qui s'accumulent de telle façon que le système institutionnel devient de moins en moins capable de les gérer.

Nous avons affaire ici à la formation d'une frontière intérieure, à la dichotomisation de l'éventail politique local à travers l'émergence d'une chaîne de demandes non satisfaites équivalentes. Les *pétitions* se transforment en *réclamations*, en *exigences*. Nous appellerons demande démocratique une demande qui, satisfaite ou non, demeure isolée. Pour désigner les demandes qui, à travers leur articulation fondée sur leur équivalence, constituent une subjectivité sociale plus large, nous parlerons de *demandes populaires* :

---

<sup>36</sup> *La raison populiste, op. cit.*, p. 101.

<sup>37</sup> *Id.*

<sup>38</sup> *La raison populiste, op. cit.*, p. 91. Je souligne.

elles commencent ainsi, à un niveau embryonnaire, à constituer le peuple comme acteur historique potentiel<sup>39</sup>.

Le point décisif du raisonnement est bien ici la transformation des *demandes démocratiques*, susceptibles d'être réglées (ce qui ne signifie pas satisfaites) au sein du système institutionnel en place, en *demandes populaires*, lesquelles reposent sur trois conditions. 1°) La formation d'une *frontière intérieure* séparant les autorités, qui ne peuvent satisfaire les demandes, d'avec ce qui commence à apparaître comme *peuple* sous condition ; 2°) l'articulation les unes aux autres des demandes différentes ; condition pour 3°) leur unification « en un système stable de signification »<sup>40</sup> selon une chaîne d'équivalence qui les met toutes sur le même plan.

Que nomme « peuple », s'il ne décrit pas une configuration sociale ? En fait deux choses, entremêlées : nous venons de le voir, la construction du système des articulations de demandes sociales hétérogènes, posées face à une autorité qui lui est antagonique ; autrement dit l'ensemble des manques, mis en équivalence, face à ce qui apparaît à ceux pour qui ce sont des manques comme cause ou raison de leur insatisfaction, comme obstacle à lever pour que le manque soit comblé. Mais poser un manque c'est, d'emblée, poser ce qui est *manqué*, en l'occurrence cette société, cette totalité dans laquelle le manque ne serait plus. « Peuple » nomme justement cette plénitude absente. Ou, pour le dire autrement, en levant un peu l'ambiguïté, *plebs* nomme le peuple qui s'oppose à « ceux d'en haut » en tant qu'il éprouve un manque dont il exige la satisfaction, le *manquant*, là où *populus* nomme la totalité pleine, *manquée*, totalité dont ceux d'en haut sont exclus puisqu'ils sont conçus comme cause du manque éprouvé par la *plebs*.

*« Peuple » est donc le signifiant vide qui nomme l'unité d'une multitude en relation antagonique avec un pouvoir qui refuse de satisfaire une pluralité de demandes populaires mises en équivalence en raison même de l'unicité de la source du refus, laquelle apparaît comme pouvoir de domination voire d'oppression.*

Il s'ensuit qu'un peuple est toujours construit dans une conjoncture historique déterminée. Un élément essentiel à la construction d'un peuple devient alors le statut du leader qui le représente ou plutôt qui l'incarne. En effet, le caractère déterminant du signifiant vide dans la construction hégémonique d'un peuple, éclaire d'un jour nouveau la question du rapport entre le *peuple* et son leader : si l'on comprend que ce qui est déterminant dans la construction d'un *peuple* c'est le signifiant vide, *le signifiant vidé des particularités qui l'assigne à une demande sociale précise*, demande qui comme telle ne peut être universalisée, on comprend que le signifiant hégémonique risque toujours d'être traversé d'une contrariété puisqu'il ne peut perdre totalement la particularité qui le caractérise originellement. Le peuple est-il plus dans la paysannerie ? le prolétariat ? les « classes moyennes » ? les « classes populaires » ? Chacun de ces signifiants risque d'exclure une partie du « peuple » au profit du groupe dominant. Il faut que le signifiant vidé au maximum de toute particularité sociale soit dépourvu de sens et, comme tel, disponible pour unifier la chaîne de signification dans l'antagonisme avec le pouvoir en place : ce peut donc être, de façon privilégiée, le nom du leader, du meneur, nom dépourvu par soi de toute signification, ne renvoyant à aucun référent sociologique déterminé, pouvant donc *incarner* l'hégémonie, lui conférer une chair (plutôt qu'un corps) symbolique. Il ne suffit pas en effet de noter voire de dénoncer la manipulation des masses dont le meneur se rend « coupable » : encore faut-il, sauf à supposer, avec les contempteurs de la foule, l'imbécillité du peuple, rendre compte de l'efficacité de cette « manipulation ». Pourquoi, dans certaines situations, un peuple s'estime-t-il effectivement incarné dans la personne d'un leader ?

<sup>39</sup> *La raison populiste, op. cit.*, p. 92-93.

<sup>40</sup> *La raison populiste, op. cit.*, p. 93.

Parce que seul un représentant nommé peut faire exister le représenté comme unité. C'est la raison pour laquelle le nom propre du représentant joue facilement ce rôle de signifiant vide constituant le *peuple*. Cette logique permet de comprendre rationnellement les conditions de possibilité de l'investissement affectif d'un peuple en la personne de son meneur, leader (*lider*), chef, guide, petit père, *duce*, *Führer*, etc. : ce n'est ni parce que le chef charismatique a du charisme qu'il est aimé du peuple, ni parce que le peuple aime bêtement ce (ceux) qu'il divinise, mais parce que le nom du leader se présente, dans des conditions historiques définies, comme symbole vide de l'unité, qu'un peuple s'unifie en « aimant » son chef qui, du coup, en devient comme l'incarnation. Pour paraphraser Spinoza, je dirais que ce n'est pas parce qu'il aime ce chef, que le peuple voit en lui son représentant, mais à l'inverse, c'est parce que les circonstances font du nom du représentant le signifiant de l'unité d'un peuple, qu'un peuple se constitue en faisant de cette personne l'incarnation de son existence symbolique, laquelle sera soutenue de l'amour qu'il lui porte, amour qui est amour de sa propre unité, objet de son désir. En aimant son chef un peuple s'aime donc lui-même, et se trouve emporté par la haine de tout ce qu'il imagine devoir lui nuire, donc aussi devoir nuire à son chef. Et l'on comprend ainsi que toute critique de ces conduites populaires menées en termes de « culte de la personnalité » ou « culte du chef » ne peuvent atteindre ce qu'elles prétendent viser, puisqu'elle reste en-deçà des raisons qui font qu'un peuple se construit sous cette nomination, condition de l'investissement affectif qui lui donne chair.

Moins une société est maintenue unie par des mécanismes différentiels immanents, plus elle dépend, pour sa cohésion, de ce moment transcendant singulier. Mais la forme extrême de la singularité est une individualité. De cette façon, presque imperceptiblement, la logique équivalentielle conduit à la singularité, et la singularité à l'identification de l'unité du groupe au nom du leader. (...) Le rôle de Nelson Mandela en tant que symbole de la nation fut compatible avec un grand pluralisme au sein de son mouvement. Cependant, l'unification symbolique du groupe autour d'une individualité – et sur ce point je suis d'accord avec Freud – est inhérente à la formation d'un « peuple »<sup>41</sup>.

Dans le même esprit, j'ai remarqué, dans un cours précédent, comment, dans les *Mémoires* du Général, le nom propre « de Gaulle » jouait comme signifiant de l'unité de la Résistance, ou plutôt du « peuple français », voire de « la France ». Mais c'est précisément parce qu'il perçoit que ces deux derniers signifiants sont des signifiants flottants qu'il cherche à construire l'hégémonie sur le nom « de Gaulle » afin d'empêcher qu'elle se réalise sous celui de « Parti des fusillés » ou sous un autre nom encore, au bénéfice des États-Unis<sup>42</sup>.

Or, l'expérience historique montre suffisamment que cette affaire n'est pas qu'une affaire de rhétorique mais bien de pouvoir de domination politique. S'il en est ainsi, alors il faut admettre que le populisme, alors même que son concept est construit rigoureusement, n'échappe pas à la logique et aux apories des régimes représentatifs, voire qu'il en révèle la dimension autocratique tendanciellement autoritaire. L'incarnation du peuple dans la personne du leader ne peut pas aboutir à autre chose qu'à une forme politique peu démocratique, voire antidémocratique.

---

<sup>41</sup> *La raison populiste, op. cit.*, p. 123.

<sup>42</sup> Voir aussi comme autre exemple, le chant des jeunes péronistes : « Nous les jeunes péronistes,/ Vaincrons tous ensemble/ Et nous, comme d'habitude, / Crierons du fond du cœur:/ Vive Perón !/Pour ce grand Argentin/ Qui a appris à conquérir/ La grande masse populaire/ En combattant la capital./ Perón, Perón, que tu es grand !/ Mon général, tu es valeureux !/ Perón, Perón, leader excellent./ Tu es le premier travailleur/ Autour des règles sociales/ Que Perón a établies/ Tout le peuple se rassemble/ Et crie du fond du cœur:/ Vive Perón, vive Perón !/ Pour ce grand Argentin/ Qui a travaillé sans cesse/ Pour que règne chez nous/ L'amour de l'égalité [...] Imitons l'exemple/ de ce brave Argentin/ Et, en suivant son chemin/ Crions du fond du cœur:/ Vive Perón, vive Perón !/ Car l'Argentine grandiose/ Le vieux rêve de San Martin/ C'est une réalisation réussie/ Grâce aux efforts de Perón. » *Le Monde diplomatique, Manière de voir*, n° 164, avril-mai 2019, p. 32.